

Le secteur bancaire marocain à l'Union Economique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : cas de Attijari Wafa Bank et BMCE Bank (évolution et perspectives)

The Moroccan banking sector in the West African Economic and Monetary Union (UEMOA): the case of Attijari Wafa Bank and BMCE Bank (developments and prospects).

Auteur 1: Asmaa CHOUHAIBI

Asmaa CHOUHAIBI (Maître de Conférences Habilité)
Laboratoire de recherche en Finance, Entrepreneuriat et Développement (LARFED)
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et sociales -Salé.
Université Mohammed V Rabat-Maroc.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : CHOUHAIBI .A (2025). « Le secteur bancaire marocain à l'Union Economique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : cas de Attijari Wafa Bank et BMCE Bank (évolution et perspectives)», African Scientific Journal « Volume 03, Num 32 » pp: 1474 – 1490.



DOI : 10.5281/zenodo.17592467
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé :

Au-delà de ses partenaires classiques, le Maroc s'oriente vers une diplomatie économique plus stratégique et plus offensive sur le continent africain, surtout vers les pays d'Afrique subsaharienne. Aussi conscient des opportunités dont disposent le continent, de son ancrage et de son identité africaine, le Maroc est devenu aujourd'hui le 2^e investisseur en Afrique, après l'Afrique Sud, et le premier en Afrique de l'Ouest.

En effet, l'essor des rapports économiques et commerciaux entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest est sujet d'une stratégie renouvelée de la politique africaine du Royaume. Cette stratégie reflète la revitalisation des liens historiques transsahariens.

Marqué par sa diversité, le secteur bancaire marocain s'est imposé comme poids lourd dans l'espace Ouest africain avec une présence directe dans 10 pays de la région, après quelque timides actions au cours des années 1990.

Cette présence remarquable nous a incités à consacrer notre travail sur l'analyse de l'implantation des banques marocaines en Afrique de l'Ouest, en prenant le cas de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (l'UEMOA).

L'étude a pris le cas de deux grandes banques marocaines implantées dans ladite région, dont nous avons analysé le degré du taux de bancarisation, le poids de concentration du système bancaire au sein de l'Union, aussi déterminer les indicateurs d'efficience, de rentabilité, et les indicateurs de risque et de stabilité.

Mots clés : Maroc, Afrique de l'Ouest, banque, UEMOA, diplomatie.

1. Introduction

La dynamique économique que connaissent le continent africain et l'économie marocaine dans un nouveau contexte dicté par la mondialisation et à la régionalisation (DEBLOCK.C 1992) nécessite une nouvelle stratégie d'intégration économique basée sur la consolidation des acquis et l'élargissement du champ de ces relations.

Le marché africain se présente comme un marché porteur et potentiel pour les acteurs économiques et commerciaux nationaux. C'est pourquoi le renforcement des liens économiques avec les pays africains occupe une place centrale dans les stratégies économiques choisies par le Maroc. Ce regain d'intérêt du Royaume se concrétise à travers la suppression de la dette des pays les moins avancés, l'engagement unilatéral de l'ouverture de son marché à ces pays, l'augmentation des accords de coopération signés avec ces pays, la multiplication des programmes de coopération dans plusieurs domaines d'activité, et la présence du Maroc dans les programmes de développement triangulaire.

Les relations maroco-africaines étaient dynamisées par plusieurs déterminants importants à savoir le commerce transsaharien, la migration, la propagation de l'Islam radical extrémiste, ainsi que les itinéraires commerciaux reliant les villes marocaines avec les régions soudanaises (Hangoure M 2009).

Par ailleurs, les relations du Maroc avec les pays africains ne se sont pas limitées à un domaine précis. Les accords de coopération portent sur de nombreux domaines d'activités économiques et sociales. Les conventions englobent les échanges commerciaux, la formation technique, les communications, la pêche, l'agriculture et les investissements... etc.

En effet, toutes les politiques africaines anciennes et contemporaines du Maroc illustrent la volonté de renforcer et de consolider une coopération efficiente, active et multiforme avec les pays d'Afrique subsaharienne et plus particulièrement avec les pays de l'Afrique de l'Ouest. Cette coopération se traduit par une complémentarité à plusieurs niveaux et plus précisément sur le plan des échanges économiques et des investissements.

Dans ce cadre, les banques marocaines se sont imposées comme des poids lourds dans l'espace Ouest africain, avec une présence directe dans 10 pays de la région. Tout d'abord, La BMCE Bank s'est implantée au Mali avec une prise de participation de 27,38% dans la Banque de Développement du Mali en 1983, elle a également pris le contrôle de 59,39% du groupe Bank Of Africa au Mali, moyennant des prises de participation successives depuis 2007 (Chouhaibi, A, 2019). Ce groupe est présent dans trois pays d'Afrique de l'Ouest : Le Mali, le Sénégal, et la Côte d'Ivoire. D'un autre côté, la Banque Populaire contrôle depuis plus de 20 ans la Banque populaire maroco-guinéenne créée en 1990 et détenue à hauteur de 53,9%. Attijari Wafa Bank

s'est déployée dans la région avec la création d'Attijari Wafa Bank Sénégal en 2006, qui a été rapprochée avec la Banque Sénégal- Tunisienne en vue de former « Attijari Bank Sénégal ». Cette banque a été fusionnée en 2008 avec la CBAO pour donner naissance à « CBAO¹ groupe Attijari Wafa Bank », détenue à hauteur de 51, 93 % par le groupe marocain, dans le cadre de son expansion, Attijari Wafa Bank a acquis 51 % du capital de la Banque internationale du Mali en juillet 2008.

Face à ce contexte, la question qui reste à poser est la suivante « **Quelles sont les perspectives de l'implantation du secteur bancaire marocain à l'UEMOA ?** »

Toutefois, les soubassements de ce travail reposent essentiellement, d'une part, sur la situation du système bancaire ouest africain, spécialement à l'UEMOA, et d'autre part, sur le renforcement de la politique africaine du Royaume à travers la promotion des investissements du secteur bancaire dans la région.

Notre travail sera présenté en trois sections, dont la première consistera à présenter un aperçu général sur l'UEMOA et décrire la situation du système bancaire dans la région, tandis que la deuxième section analysera la présence des banques marocaines dans l'UEMOA avec des données chiffrées, et la dernière section sera consacrée à la discussion et principales conclusions tirées de l'étude du cas présenté.

2. Le système bancaire de l'UEMOA

Dans ce cadre, le taux d'inclusion financière de la zone de l'UEMOA croît rapidement plus que les autres régions économiques de l'Afrique. Selon le gouverneur de la BCEAO, le taux d'inclusion financière est passé de 22% en 2010 à 63% en 2022², grâce aux mesures prises par la BCEAO, cette forte progression est imputable à la digitalisation des services notamment par le biais de la téléphonie mobile.

2.1. Aperçu général sur l'UEMOA

Créée le 10 janvier 1994 à Dakar³, l'Union économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a pour objectif essentiel, l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire.

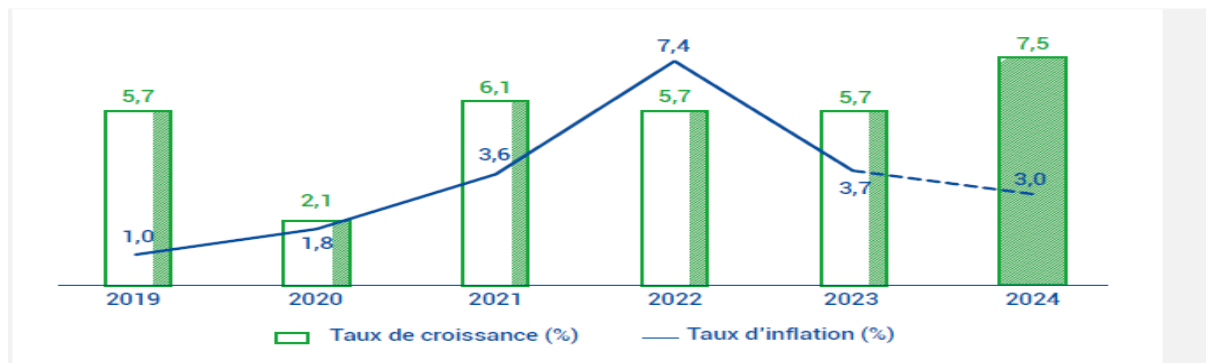
¹ La Banque Centrale Ouest Africaines

² <https://www.youtube.com/watch?v=t1qAXYE4EEM/> nouvelles du Bénin

³ <http://www.uemoa.int/fr/presentation-de-l-uemoa>.

Huit Etats côtiers et sahéliens, liés par l'usage d'une monnaie commune, le FCFA et bénéficiant de traditions culturelles communes, composent l'UEMOA : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'UEMOA couvre une superficie de 3 512 233 km² et compte 141,7 millions d'habitants. Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 5,9% en 2022⁴.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance et taux d'inflation au sein de l'Union entre 2017-2024



Source : Commission de l'UEMOA, Rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2023

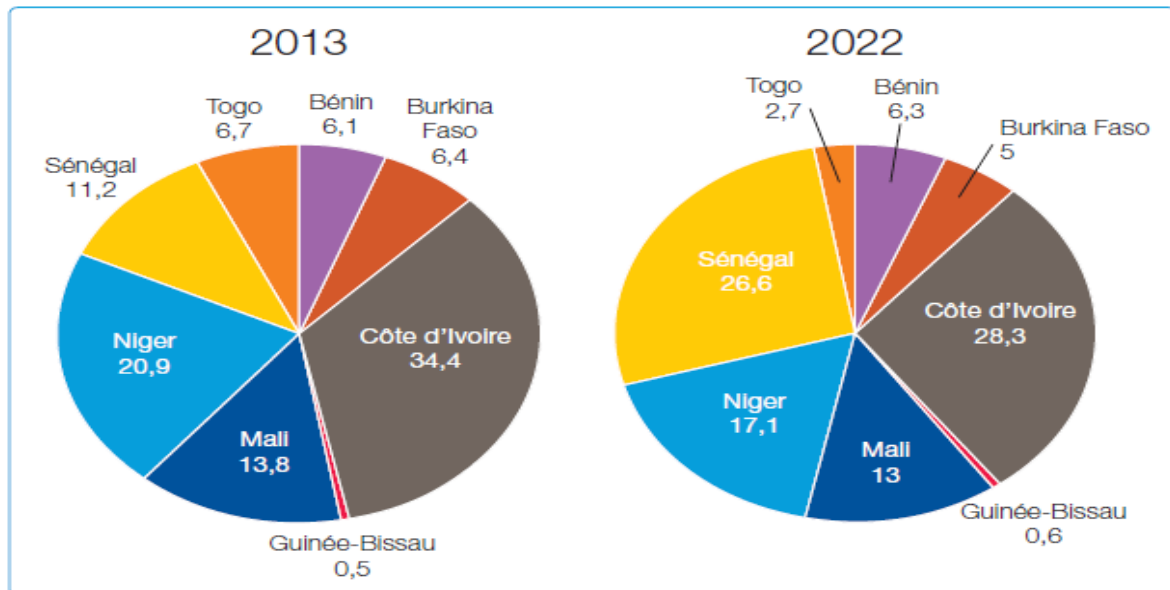
Le dynamisme de l'activité économique en 2023, peut être expliqué par un regain d'activité dans l'ensemble des secteurs, grâce à une reprise modérée de l'économie mondiale malgré les conséquences de la guerre en Ukraine. De ce fait, le taux de croissance en 2023 est comme suit : Bénin (6,1%), Burkina Faso (4,4%), Côte d'Ivoire (7%), Guinée-Bissau (4,2%), Mali (5,2%), Niger (4,4%), Sénégal (4,1%) et Togo (6,4%).

D'un autre côté, le taux d'inflation annuel moyen en 2023 est de « ,7% contre 7,4% en 2022. Par Etat, le taux d'inflation se présente comme suit : : Bénin (2,7%), Burkina Faso (0,9%), Côte d'Ivoire (4,3%), Guinée-Bissau (7,1%), Mali (2,1%), Niger (3,7%), Sénégal (6%) et Togo (5,2%).

En effet, l'environnement des affaires est indissociable de l'environnement macroéconomique, juridique et judiciaire qui fonctionne au sein des Etats membres de l'Union (Hangoure M, 2009). Elle a poursuivi à cet effet, des réformes susceptibles d'améliorer l'environnement des affaires et de faciliter les investissements directs étrangers.

⁴ <https://www.uemoa.int/presentation/> RSM juin 2023

Graphique 2 : Niveau des IDE des Etas membres de l’UEMOA entre 2013 et 2022 (en pourcentage)



Source : CNUCED 2024

Durant cette dernière décennie, la cadence des flux d’IDE vers les pays de l’UEMOA, n’a pas changé, parmi les 8 pays de la zone, quatre seulement qui s’accaparent des grandes parts, il s’agit bien de la Côte d’Ivoire (28,3%), le Sénégal (26,6%), le Niger (17,1%) et le Mali (13%). Globalement, on remarque une certaine disparité dans la répartition des IDE vers les pays de l’UEMOA, certains pays enregistrent des tendances à la baisse, tandis que d’autres affichent un progrès notable.

Dans ce cadre, on note l’application par tous les Etats membres, des règles uniformes de l’Organisation pour l’Harmonisation du Droit des affaires en Afrique (OHADA)⁵ et d’un Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA)⁶, destinés à améliorer la fiabilité des données financières et la gestion des entreprises.

Aussi, la cour de justice de l’Union veille au respect des dispositions communautaires tout en arbitrant les conflits dans le domaine du respect des règles communautaires, essentiellement en ce qui concerne la politique commerciale et la législation de la concurrence.

⁵ Est une organisation internationale qui vise à harmoniser le droit des affaires dans les pays d’Afrique francophone. Son objectif est de faciliter les échanges commerciaux et d’attirer les investissements en Afrique. Pour cela, elle harmonise les règles du droit des affaires dans les pays membres. L’OHADA promeut également l’arbitrage et la médiation pour la résolution des conflits commerciaux.

⁶ Est le référentiel comptable commun aux Etats de l’Union Economique et Monétaire Ouest Africain. Son adoption a été consacrée par la prise et la publication du Règlement n° 04/96/CM/UEMOA du 20 décembre 1996.

Pour l'UEMOA, l'intégration économique régionale, à travers la construction d'un espace économique unifié, constitue un outil puissant pour accroître les performances de la région. Ceux-ci permettra non seulement de réduire la pauvreté, mais surtout rendre les secteurs d'activités de cette sous-région plus compétitifs.

2.2. Le paysage bancaire et son évolution à l'UEMOA

Le système bancaire de l'UEMOA entre 1960 et 1980 été caractérisé par des réformes des institutions sous régionales. En 1973, le traité de l'UEMOA a été modifié et le siège de la BCEAO a été transféré de Paris à Dakar avec une forte africanisation des cadres (Sylla ML, 2021)

Aussi, cette période est caractérisée par la création des banques nationales de développement, dont elles bénéficient des lignes de crédit extérieures pour financer la création et le développement des entreprises publiques, et les infrastructures économiques et sociales. Les banques commerciales et de dépôt ont vu également le jour.

Cependant, la crise des années 70 a entraîné une instabilité politique et économique, dont les banques nationales ont été les plus exposées en accumulant des pertes qui absorbent plusieurs fois leurs capital, par conséquent, elles été soit privatisées, restructurées et orientées vers les crédits de consommation, soit fermées. Tel est le cas pour les banques commerciales.

Par conséquent, cette conjoncture a provoqué la restructuration d'1/3 des banques, et amène à une réforme profonde dans le fonctionnement et les règles du contrôle assuré par la Banque centrale. Cette période est marquée aussi par l'apparition de la commission bancaire.

Durant la période 1980 et 2000, la politique monétaire pratiquée par la BCEAO avant la réforme de 89 était caractérisée par le refinancement de crédit accordé par le système bancaire. Ce refinancement tenait lieu d'instrument de politique monétaire.

Depuis 2000 à aujourd'hui, malgré une faible bancarisation, l'environnement bancaire de la zone de l'UEMOA affiche une dynamique au regard du nombre en croissance continue des établissements bancaires. Il reste dominé par la présence de groupes bancaires dont les plus importants sont : Bank of Africa, Eco Bank, Atlantique Business, Société Générale, AttijariWafabank, BNP, Cori Bank, OraGroup, Diamond Bank et UBA.

2.3. Analyse des indicateurs bancaires dans l'UEMOA

Au sein de la Zone de l'UEMOA, l'environnement bancaire a vu ces dernières années l'émergence des banques privées avec une intensification de la concurrence et aussi une nouvelle réglementation bancaire de plus en plus contraignante pour les banques. Dans ce paragraphe, on va analyser les indicateurs bancaires les plus importants pour mieux déterminer la situation du secteur bancaire de la zone UEMOA.

Tableau 1 : Les principaux groupes bancaires exerçant dans l'UEMOA

Groupes bancaires	Pays d'origine	Filiales /succursales	Parts de marché	GAB/DAB	Nombre de comptes bancaires
ECOBANK	TOGO	8	9,5%	12,7%	15%
SOCIETE GENERALE	FRANCE	5	8,9%	8,3%	8%
GROUPE CORIS BANK	BURKINA	8	8,8%	4,2%	4,4%
GROUPE ATLANTIQUE BUSINESS	MAROC	9	6,7%	7,6%	5,7%
BOA WEST AFRICA	MAROC	7	7,3%	4,8%	14%
ATTIJARI Wafa BANK	MAROC	9	6,2%	4,5%	6,6%
NSIA	CÔTE D'IVOIRE	4	5,4%	4,1%	1,5%
ORA GROUP	TOGO	8	5%	5,4%	3,6%
UBA	NIGERIA	5	3,6%	2,6%	7,6%
BDM	MALI	6	3,6%	3,4%	1,9%
BSIC HOLDING	LIBYE	7	2,9%	5,5%	1,7%
BGFIBANK	GABON	3	2,1%	0,9%	0,4%
TOTAL		79	70,1%	64,1%	70,4%

Source : Secrétariat général de la commission bancaire de l'UEMOA 2023

Ces 12 groupes bancaires détiennent 70% des parts de marché dans la zone de l'UEMOA avec 79 filiales, et 64% de DAB.

Tableau 2 : Etablissements de crédit et compagnies financières

UEMOA	2021	2022	2023	Variation relative 2023/2022
Etablissements de crédit agréés (a +b)	155	157	160	1,9%
Banques (a)	132	133	135	1,5%
Dont succursales	22	22	23	4,5%
Etablissements financiers à caractère bancaire (b)	23	24	25	4,2%
Dont succursales	4	5	5	0%
Etablissements de crédit en activité	154	155	158	1,9%
Etablissements de crédit à capitaux majoritairement publics	20	22	24	9,1%
Réseau bancaire				
Guichets (agences, points de vente)	2648	2689	2747	2,2%
Guichets Automatique de Banque/ DAB	3532	3680	3659	-0,6%
Effectif du personnel du système bancaire	35 317	36 928	38 228	9,0%
Nombre de comptes de la clientèle	18 272 955	19 670 761	20 795 203	6,6%
Groupes bancaires et compagnies financières				
Groupes bancaires en activités dans l'UEMOA	34	34	34	0%

Compagnies financières en activité dans l'UEMOA	19	19	19	0%
Dont compagnies financières holding	15	15	15	0%
Dont compagnies financières holding intermédiaires	4	4	4	0%

Source : Secrétariat général de la commission bancaire de l'UEMOA 2023

En somme, l'activité bancaire dans l'UEMOA pourrait poursuivre voire accélérer son expansion initiée depuis une trentaine d'années. Cependant, certains facteurs pourraient entraver cette performance. Ils portent notamment sur :

- La dégradation de la sécurité dans la zone ainsi qu'une faible croissance économique ;
- Le coût de plus en plus important des ressources bancaires qui sont constituées en partie des placements à termes et les comptes sur livret ;
- La dégradation de l'environnement juridique et judiciaire. Souvent, le cadre juridique et opérationnel actuel permet difficilement aux banques de mettre en jeu des garanties des clients. Ce facteur est caractérisé par l'importance du poids des réseaux relationnels qui pourraient très souvent constituer des handicaps à la bonne application du Droit.

Afin de mieux appréhender l'activité des PME/PMI qui composent en majorité le tissu économique de la zone, les banques devraient développer des outils de traitements d'informations permettant de transformer en informations financières exploitables les données d'activités des PME/PMI. Elles peuvent utiliser l'intelligence économique⁷ en vue d'optimiser la gestion des informations et pour mieux accompagner les PME/PMI.

3. Les banques marocaines à l'UEMOA : Etat des lieux

Les banques marocaines sont très présentes dans la zone de l'UEMOA, il s'agit principalement de la BMCE Bank, AttijariWafabank Bank et de la Banque Populaire. Leur facteur de force se manifeste essentiellement dans la diversification des activités aussi bien dans le financement bancaire traditionnel que dans le financement des projets à travers les marchés des capitaux.

⁷ L'intelligence économique est l'ensemble des activités coordonnées de collecte, de traitement et de diffusion de l'information utile aux acteurs économiques, en vue de son exploitation. On peut y ajouter les actions d'influence et de notoriété ainsi que celles liées à la protection de l'information.

Tableau 3 : Présence des principales banques marocaines dans l'UEMOA

Pays membre de l'UEMOA	Principales banques
Bénin	Groupe Banque Populaire
Burkina Faso	Attijari Wafa Bank ; Groupe Banque Populaire
Cote d'Ivoire	Attijari Wafa Bank ; Groupe Banque Populaire
Guinée Bissau	Attijari Wafa Bank ; Groupe Banque Populaire
Mali	Attijari Wafa Bank ; Groupe Banque Populaire ; BMCE Bank of Africa
Niger	Attijari Wafa Bank ; BMCE Bank of Africa
Sénégal	Attijari Wafa Bank ; Groupe Banque Populaire ; BMCE Bank of Africa
Togo	Attijari Wafa Bank ; Groupe Banque Populaire ; BMCE Bank of Africa

Source : auteur

Elle se sont implantées dans la quasi-totalité des pays de la zone, et ce grâce au faible taux de bancarisation et profitant du potentiel que représente un marché de pratiquement de 3 millions d'habitants. Dans cette section, on va analyser l'implantation des banques marocaines à l'UEMOA, notamment les deux grandes banques.

3.1. Attijari Wafa Bank dans l'UEMOA

Durant cette dernière décennie, Attijari Wafa Bank est passée du statut d'une banque nationale à celui d'une banque panafricaine. Elle est présente, grâce à ses opérations de fusion-acquisition, dans plus de 25 pays d'Afrique de l'Ouest et centrale.

Dans la zone de l'UEMOA, les actions du Groupe Attijari se renforcent à travers la conclusion de plusieurs accords portant notamment sur le soutien au financement du budget de l'Etat ivoirien et la mise en œuvre de plusieurs projets de développement à caractère structurant (DEPF,2019). L'ouverture stratégique sur les pays africains a commencé en 2005 (Echkoundi m, Hafid h, 2019) par l'obtention d'un agrément bancaire au Sénégal, depuis lors, la méthode d'expansion de la banque s'est reposée sur les opération d'acquisitions de 67% de la banque

sénégal-tunisienne en 2007, de 79% de CBAO Sénégal en 2008, de 51% de la Banque Internationale pour le Mali en 2008.

La stratégie s'est appuyée également sur les opérations de fusion entre la Banque sénégal-tunisienne et Attijari Wafa Bank Sénégal en 2007 et aussi la fusion entre Attijari Wafa Bank Sénégal et CBAO.

Tableau 4 : Répartition géographique du Groupe Attijari Wafa Bank dans l'espace UEMOA

Pays	Nombre d'agences	Clientèle
Burkina Faso	2	1800
Côte d'Ivoire	43	171 700
Mali	80	210 386
Niger	1	350
Sénégal	8	218 000
Togo	8	32 186

Source : Rapport financier Attijari Wafa Bank 2023

En effet, à part la panoplie des produits qu'offre le Groupe Attijari Wafa Bank, en tant que banque de détail, il est considéré comme une banque panafricaine qui contribue au renforcement de l'intégration économique et financière entre les pays du continent. A travers le forum « Afrique et développement⁸ », la banque compte jouer un rôle important dans :

- La mise à la disposition des clients d'un carnet d'adresse pour la recherche de débouchés ;
- L'accompagnement dans la prospection et la mise en relation des partenaires locaux ;
- Le financement local des opérations dans les pays d'activité ;
- Le financement international du commerce et des investissements ;
- Le dispositif de sécurisation des investissements et des transactions commerciales.

⁸ Assure un accompagnement personnalisé et durable des opérateurs engagés en Afrique, et contribue à la concrétisation de projets structurants. En somme, il a vocation de construire ensemble notre réseau d'opportunités, en plus de porter haut le drapeau des opérateurs économiques et des participants du Forum Afrique Développement, en termes de recommandations destinés aux gouvernants.

3.2. BMCE Bank dans l'UEMOA

Dans l'ensemble du continent africain, le groupe est présent dans 18 pays à travers sa filiale Bank of Africa, elle dispose aujourd'hui de plus de 570 agences avec de plus de 3,5 millions de comptes bancaires (Echkoundi m, Hafid h, 2019).

Dans la zone de l'UEMOA, la banque est présente dans la quasi-totalité des pays membres à travers la signature de sa filiale Bank of Africa, d'un accord de coopération avec la Banque Ouest Africaine de Développement qui porte sur l'accroissement des actions de développement en faveur des Etats membres de l'UEMOA.

Aussi, pour accompagner la Côte d'Ivoire dans ses initiatives pour atteindre les objectifs du Programme National de Développement « 2012-2015 » (DEPF, 2019), la BMCE Bank à procéder à une conclusion d'une convention-cadre avec le pays.

Tableau 5 : Répartition géographique du groupe BMCE Bank dans l'espace UEMOA

Pays	Année	Nombre d'agence
Bénin	1989	45
Burkina Faso	1987	45
Côte d'Ivoire	1995	26
Mali	1983	52
Niger	1994	42
Sénégal	2001	33
Togo	2013	8

Source : Echkoundi m, Hafid h, 2019

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, le groupe s'est implanté pour la première fois au Mali en 1983, dont il a participé au redressement de la Banque de Développement du pays.

De plus de son extension géographique et son rôle important dans le financement des projets prioritaires pour les pays d'accueil. Le groupe repose aussi sur plusieurs leviers qui sont :

- Le financement des activités de montage des opérations financières des activités des pays d'accueil ;
- Le renforcement de son positionnement dans les marchés à fort potentiel ;

- Le financement des investissements pour les infrastructures et des projets d'équipement mis en Afrique par les entreprises publiques et privées, locales et étrangères ;
- La maîtrise du coût du risque et la dynamisation de l'activité de recouvrement ;
- La captation des flux d'affaires engendrés par les contrats d'équipement, d'infrastructures ou encore les privatisations.

4. Discussion

Dans ce cadre, afin d'évaluer les perspectives de l'implantation des banques marocaines à l'UEMOA, nous avons travaillé sur une grille d'analyse composée d'indicateurs de trois groupes. Ces derniers ont été fournis par la base de données de l'inclusion financière mondiale (FINDEX), établies par la Banque Mondiale.

Tableau 6 : Indicateurs du positionnement des banques marocaines à l'UEMOA

Indicateurs de poids et de concentration	Poids des actifs bancaires dans le PIB (%)
	Poids des crédits bancaires, octroyés au secteur privé, dans le PIB (%)
	Poids des dépôts bancaires dans le PIB (%)
	Concentration du système bancaire (%)
Indicateurs d'efficience et de rentabilité	Poids des charges générales d'exploitation dans le total des actifs bancaires (%)
	Marge nette d'intérêt (%)
	Retour sur actifs (%)
	Retour sur fonds propres (%)
Indicateurs de risque et de stabilité	Coefficient d'emplois et de dépôts (%)
	Z-Score du système bancaire

Source : Findex, Banque Mondiale

On peut dire que les banques marocaines privilégient les pays de la zone UEMOA présentant de bons indicateurs d'accessibilité et de risque, malgré qu'ils affichent une rentabilité relativement moins conséquente par rapport à d'autres marchés.

Il s'agit d'abord du Sénégal où son secteur bancaire est caractérisé par une faiblesse de concentration et de rentabilité, ce qui offre une des perspectives de développement pour les banques marocaines. Aussi, la Côte d'Ivoire où le secteur affiche un niveau de rentabilité élevé, ce qui offre un potentiel important pour les banques marocaines, même si les indicateurs d'efficience et de stabilité de ce marché demeurent peu favorables.

Le marché bancaire malien à son tour, offre un potentiel important en terme de perspectives de croissance pour les banques marocaines, même s'il est caractérisé par certains points de fragilité affectant son niveau de rentabilité qui est assez modeste par rapport au poids des charges d'exploitation et les risques de stabilité.

Pour résumer le cas, pour les banques marocaines, les facteurs de fragilité qui caractérisent certains marchés bancaires de la zone sont loin de constituer un handicap majeur, au contraire, elles les considèrent comme un levier pour promouvoir des approches innovantes qui vont leur permettre de saisir les opportunités et de faire face aux risques multiples.

L'UEMOA présente de multiples potentialités, que soit au niveau de sa taille démographique, ses immenses richesses en ressources minières, pétrolières ainsi que son potentiel nourricier important, la zone est inscrite, aujourd'hui, sur un chemin de croissance en constante progression et affiche une amélioration nette de son attractivité aux investisseurs étrangers.

5. Conclusion

Dans ce travail, nous avons étudié l'implantation des banques marocaines dans la zone de l'UEMOA, en prenant l'exemple de deux grandes banques que sont Attijari Wafa Bank et la BMCE Bank, dont nous avons analysé les différentes stratégies pratiquées par ces banques pour renforcer leurs émergences dans la zone.

En effet, les initiatives d'expansion des groupes bancaires marocains (Groupe BMCE Bank et Attijari Wafa Bank), contribuent à accompagner les efforts de la bancarisation des pays membres de la zone. Le système bancaire de l'UEMOA enregistre une progression régulière de ses indicateurs recelant des opportunités encore inexploitées notamment la Bancassurance, les infrastructures, le logement social ou le projet finance. En plus, ce qui caractérise le dynamisme de ce secteur c'est sa diversification géographique.

Dans ce cadre, les banques marocaines jouent un rôle significatif dans le développement des pays de la zone grâce à leur contribution à l'évolution du taux de bancarisation ainsi qu'à la mise à disposition des gouvernements africains de leur ingénierie financière et à la qualité des services offerts aux clients.

En outre, la fusion BCM-Wafa Bank a permis à ce groupe d'élargir ses implantations, au-delà des pays de la région UEMOA (8 pays), il couvre tout le Maghreb (hors la Lybie et l'Algérie), et la CEMAC (6 pays). Le groupe vise également à se positionner dans les pays anglophones et lusophones ayant des caractéristiques économiques et sociales différentes.

Visiblement, le Maroc entretient avec les pays d'Afrique de l'Ouest des relations séculaires qui reposent non seulement sur des références culturelles, sociales et religieuses, mais encore sur des intérêts économiques, politiques et sécuritaires.

Depuis les années 2000, les liens entre le Maroc et plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest se sont renforcés et ont pris une nouvelle dimension, au point de devenir une priorité de l'agenda de la politique marocaine. Plusieurs signes forts peuvent être détectés durant ces dernières décennies et ainsi témoigner la place grandissante de l'Afrique de l'Ouest dans la politique étrangère marocaine.

Le Maroc a désormais acquis une réelle expertise dans des secteurs économiques clefs tels que l'agriculture, la pêche, l'agro-industrie, l'industrie, l'énergie, les mines, et les infrastructures, les travaux publics, la culture, le logement, l'économie numérique, le tourisme, la logistique, la santé, la migration, l'environnement et l'écologie, le consulting et autant de secteurs vitaux que les pays africains cherchent à développer.

Références bibliographiques

- Attijari Wafa Bank « Rapport financier annuel », 2023.
- BAD « Notes pays : Afrique de l'Ouest », 2022, pp :190-193
- BCEAO « Rapport sur la politique monétaire dans l'UEMOA », juin 2023.
- BMCE Bank « Rapport financier annuel », 2023.
- Chouhaibi A « Les relations économiques sud-sud : le cas du Maroc avec les pays de la CEDEAO », thèse de doctorat, 2019, pp : 151-152
- CNUCED « UEMOA : examen de la politique d'investissement », Genève 2024.
- Commission bancaire de l'UEMOA « Rapport annuel 2023 ».
- Deblock C « Mondialisation et régionalisation : la coopération économique internationale est-elle encore possible ? » Presse de l'Université de Québec 1992.
- DEPF « Le positionnement du secteur bancaire marocain en Afrique : réalités et perspectives de renforcement », Mai 2019, page 10
- Diao B « la quantification comptable et la mesure de la performance des politiques publiques dans les économies fragiles de la zone intégrée UEMOA », Revue Marocaine d'Audit et Développement, Décembre 2018, page 138.
- Echikoundi m, Hafid h « L'Afrique est mon continent : le Maroc acteur majeur de la coopération Afro-Africaine », 2019, pp :69-70.
- GRAAD THINK TANK « commerce intracommunautaire dans l'espace UEMOA : effets et inégalités de genre », Avril 2021, pp 49-55
- Hangoure M « Les relations économiques entre le Maroc et l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) », thèse de doctorat, FSJES-Soussi, 2009, p 50
- Harakat M « La nouvelle diplomatie économique en Afrique : paradigmes et modèles », 2019, pp 347-348.
- Mouandjo, P Lewis B. « Facteurs de développement en Afrique » édition Harmattan 2002.
- Note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA, n° 59, 1^{er} trimestre 2023.
- Rapport annuel sur le fonctionnement de l'UEMOA, Décembre 2023.
- Sylla ML « Vision prospective du financement des économies de la Zone UEMOA à travers l'intelligence économique », Mai 2021, page 46
- Voy « Traité modifié de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) » 29 Janvier 2003

- Zakkari Y « la dynamique de la diplomatie marocaine en Afrique subsaharienne : enjeux et perspectives », colloques 21, IEA, édition 2017-2018, p 57.
- Zakkari Y, Abou El Farah Y « La politique africaine du Maroc : caractéristiques, acteurs et enjeux », Ouvrage collectif « Maroc –Afrique : Succes- Story », 2016, pp 77,78,79.